

Milica Cubrilo  
Belgrade, Lazarevac et Bogatic

Sur le modèle des plénums dans les facultés, ces expériences de démocratie directe demandent des comptes aux autorités.

Un vote à main levée, de nuit et en pleine rue. Plusieurs centaines de citoyens de Zvezdara, un arrondissement du centre de Belgrade, se sont réunis en « zbor » (« assemblée »), samedi 22 mars au soir, devant la mairie. Une assemblée populaire dans la lignée des plénums mis sur pied par les étudiants, qui occupent toujours près de 80 facultés et dont le mouvement ne cesse de s'étendre. Les citoyens rejoignent ainsi l'expérience de « démocratie directe » lancée par les étudiants, répondant à leur « Lettre au peuple de Serbie » publiée le 9 mars. Cinq mois après le début de la révolte, le défi aux autorités s'étend aux communes.

Déclenchée par l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad le 1er novembre 2024, la vague de colère exigeant « responsabilité et justice » a atteint son paroxysme le 15 mars, lors d'un rassemblement qui a réuni des centaines de milliers de manifestants dans la capitale. « Tous les citoyens sont porteurs de la souveraineté et doivent participer à la discussion et à la prise de décision concernant la crise actuelle. Nous vous invitons à vous tourner vers vos collectivités locales et à vous organiser sur le modèle de la démocratie directe », ont lancé les étudiants à la population.

« C'est notre premier "zbor". À l'ordre du jour, nous avons : le choix du canal de communication entre nous - Viber, Telegram ou autre; l'explication des règles de fonctionnement; la proposition de se réunir à nouveau lundi devant la mairie pour exiger la démission des fonctionnaires qui ont participé au campement des "faux étudiants" du président Vucic, et ont donc approuvé la violence prévue contre les manifestants pacifiques », explique au mégaphone un des instigateurs de l'assemblée. Amusés et déterminés à la fois, voulant bâtir un nouveau mode de participation à la vie politique, les citoyens lèvent les mains et les agitent en l'air en signe d'approbation. « Nous n'avons pas tous la même vision de la société, mais de cette manière nous conservons l'unité », explique Ivana, une avocate.

« Le modérateur et le rapporteur doivent être approuvés par la majorité à chaque "zbor" et tourner régulièrement. On n'interrompt pas une prise de parole, qui doit être limitée à une minute. C'est pour cela que l'on n'applaudit pas, mais qu'on agite les mains en signe d'approbation. Si on est en désaccord, on croise les mains levées », explique un étudiant de la faculté des arts appliqués, venu sur la place de Zvezdara, où se tient ce premier « zbor », pour aider les citoyens à s'orga-



Le 15 mars, à Belgrade, des centaines de milliers de manifestants participaient à une marche contre la corruption. BETAPHOTO/SIPA

## En Serbie, les « zbor » étendent la révolte étudiante aux communes

niser. Jeudi, les étudiants de la faculté des sciences de Belgrade ont publié sur les réseaux sociaux un manuel de prise de parole et de « démocratie directe ».

**« On n'interrompt pas une prise de parole, qui doit être limitée à une minute. C'est pour cela que l'on n'applaudit pas, mais qu'on agite les mains en signe d'approbation. Si on est en désaccord, on croise les mains levées »**

Un étudiant expliquant les règles du « zbor »

Les citoyens se mobilisent aussi dans nombre de municipalités. À Lazarevac, principale ville de la région minière de la Kolubara, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Belgrade, l'organisation du « zbor » lancé à l'initiative de l'association des professeurs en grève est

encore plus avancée. Jeudi 20 mars à 17 heures, devant le centre culturel, près de 2000 personnes se sont réunies. « Êtes-vous d'accord pour qu'à l'ordre du jour on inscrive une manifestation demain devant la mairie parce que des fonctionnaires ont publiquement dénigré et insulté les étudiants ainsi que les professeurs en grève ? », demande Dragan Bogdanovic.

Ce professeur d'éducation physique a pris place sur une petite tribune sur laquelle se sont aussi installés un étudiant et deux autres enseignants, ainsi qu'un rapporteur. Une autre exigence sera celle d'évacuer des déchets toxiques qui, à la suite de travaux, se trouvent depuis des mois dans une cour d'école. Dans la foule, une dame lève la main pour demander la parole. Le micro passe de main en main. « Les fonctionnaires doivent comprendre qu'ils sont là pour nous et pas l'inverse. S'ils ne font pas leur travail, il faut qu'ils partent, y compris la directrice de l'école. Ça suffit, l'arrogance ! », lance-t-elle. « Il faut commencer par leur rendre la vie impossible. Les siffler dans la rue pour qu'ils aient honte », renchérit

une autre. Un monsieur exige que ceux qui ont fermé la gare routière le 15 mars dernier pour empêcher les gens de se rendre à Belgrade aient à justifier cette décision. Un avocat insiste : « Au prochain "zbor", l'ordre du jour doit être établi à l'avance, voté et consacré à des questions locales concrètes ».

La Macva, région rurale qui s'étend au sud de la Save, le long des frontières de la Bosnie, en Serbie occidentale, vit aussi à l'heure des « zbor ». Vendredi matin, rendez-vous était fixé à 9 heures devant la mairie de Bogatic, un bourg agricole de 5000 âmes où le conseil municipal devait se réunir une heure plus tard. Les trois cents personnes ayant répondu à l'appel ont des revendications simples : la démission immédiate et sans condition du maire, accusé de corruption, et l'interdiction définitive de la prospection et de l'extraction du lithium sur le territoire communal, contre lesquelles les paysans ont hissé le drapeau de la révolte sur leurs tracteurs depuis plusieurs années.

Mais le maire s'est retranché à l'intérieur, gardé par la police et des « hooli-

gans » filmés par des vidéos amateurs en train de prendre part aux provocations à Belgrade le 15 mars. La foule, qui a grossi au fil de la matinée, devra se contenter d'applaudir les élus de l'opposition qui ont pris possession du balcon de la mairie pour y déployer des banderoles « Pour une Macva sans lithium ». Dans un concert assourdissant de sifflets et de vuvuzelas, la façade de la municipalité est aspergée d'œufs et quelques vitres sont brisées. Jusqu'au prochain « zbor », dans une semaine.

« Nous ne pouvons plus avancer seuls, insiste Emilija, une lycéenne de Lazarevac. Il faut qu'à nos côtés et ceux de nos professeurs tous les citoyens se mobilisent, en faisant grève ou en lançant des actions de désobéissance civile. » La première phase d'un mouvement exclusivement étudiant est bel et bien terminée. Les citoyens, réveillés par ces étudiants, se joignent au marathon, sortant de longues années d'abstinence citoyenne avec le désir de former un réseau politique parallèle, demandant des comptes aux institutions officielles. ■

## Défense : le nouvel attrait de la réserve

Nicolas Barotte

Afin de combler son manque de « masse », l'armée veut doubler le nombre de réservistes en 2030 pour en compter 105 000 en 2035.

Tandis qu'ailleurs en Europe, on réfléchit à rétablir la conscription, en France, les armées misent sur les réservistes. « Nous sommes en train de construire une inflexion du modèle d'armée » hérité de 1995, lorsque le service militaire a été abandonné par Jacques Chirac, explique-t-on au ministère des Armées. L'armée professionnelle doit pouvoir « s'appuyer sur une réserve mieux équipée, mieux entraînée », ajoute-t-on. Alors qu'on comptait un réserviste pour six militaires en 1997, l'armée vise l'objectif d'un réserviste pour deux militaires d'active en 2035. L'objectif intermédiaire est de compter 80 000 réservistes en 2030. Aujourd'hui, l'armée en compte 45 000, contre 38 000 en 2022. L'engagement dure en moyenne cinq ans.

L'enjeu des réserves est crucial pour renforcer la masse qui fait défaut aux ar-

mées. Mais la prise de conscience des menaces internationales et le doute qui s'installe sur la protection américaine ont généré une réaction. Sur le premier trimestre, le site internet qui enregistre les dossiers a comptabilisé 12 000 candidatures contre 1700 l'année dernière, souligne-t-on au ministère. « Nous vivons une crise de croissance au bon sens du terme », ajoute-t-on. Cette tendance n'est pas sans poser des difficultés : chaque réserviste requiert un encadrement administratif pour une contribution qui se limite à 35 jours en moyenne par an. « Chaque réserviste passe une visite médicale », cite-t-on en exemple. Une autre difficulté consiste à équiper et encadrer les réservistes alors que les armées manquent déjà de matériels. « Il faut prendre du temps pour l'entraînement, des bâtiments pour accueillir » les réservistes.

Toutes les missions d'un militaire d'active sont ouvertes aux réservistes.

D'ailleurs une large partie d'entre eux sont d'anciens militaires qui conservent un engagement après leur service. Ils contribuent « pour les patrouilles, comme celles de l'opération Sentinelle, pour le soutien aux armées, qu'il s'agisse de la logistique ou de la santé », énumère-t-on. Ils peuvent aussi rejoindre « des unités opérationnelles ». Toutes les missions leur sont théoriquement

**12 000**  
candidatures

Nombre de personnes ayant déposé un dossier de réserviste sur internet au premier trimestre, contre 1700 en l'an dernier

ouvertes. Mais les recrutements indiquent les besoins prioritaires : il peut s'agir de cuisiniers comme de cybercombattants, autant de compétences rares ou recherchées ailleurs.

Pour faciliter les recrutements, certains critères de sélection ont été assouplis, comme la limite d'âge ou certaines aptitudes physiques. Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, le répète régulièrement à propos des spécialistes en cyber. Les règles de progression en grade ont été assouplies pour permettre de valoriser l'engagement. Il faut rendre la réserve attractive.

Pour recruter des réservistes, l'armée cherche aussi à faire évoluer les mentalités des entreprises. « On a constaté que certains réservistes étaient dits "anonymes" : ils cachaient leur engagement, ils répondaient aux sollicitations des armées en dehors de leur temps de travail alors qu'ils en ont le

droit », déplore-t-on au ministère. « On est en train de faire évoluer » les mentalités, assure-t-on. L'armée espère que l'image positive associée à l'engagement permettra de faire évoluer les a priori.

Au-delà du nombre, nécessaire pour donner de la crédibilité à l'outil militaire, les armées investissent la réserve dans l'espoir de nourrir un « esprit de défense » qu'elles jugent indispensable face aux menaces futures. Face à une confrontation hybride menée par la Russie contre l'Occident, destinée à diviser et fracturer les sociétés européennes, les militaires s'interrogent sur leurs moyens de renforcer la « cohésion nationale ». « Ce n'est à la main ni de l'état-major ni même d'un gouvernement », observe une source militaire. Il faut créer des habitudes, une culture commune. L'expérience de la réserve, espère-t-on, pourra y contribuer. ■